

SERVICES PUBLICS RURAUX

UNE TRISTE CAMPAGNE



« Y A PLUS RIEN ICI DEPUIS BELLE LURETTE. » Daniel Picard, à g., avec le tee-shirt bleu, se lamente. Le président de l'AS Varzy pétanque et ex-contrôleur des Postes déplore le retrait progressif de l'État de sa commune : « Avec la centralisation, tout part dans les grandes villes. »

L'exécutif aurait-il redécouvert l'existence des ruraux ? Et l'utilité des services publics ? Voilà qu'après avoir parsemé le territoire de « maisons France services », sortes de guichets administratifs uniques au rabais, il a décidé de « rouvrir » des sous-préfectures. Mais les principaux intéressés ne sont pas dupes et encore moins satisfaits, comme à Varzy, dans la Nièvre.

PAR EMILIEN HERTEMENT - PHOTOS: DENIS MEYER / HANS LUCAS POUR « MARIANNE »

« Hors service » Ces deux mots résonnent comme une défaite. Mais la sonnette sur laquelle est apposée cette mention ne produit, elle, aucun son... Enfin, plus pour longtemps : la sous-préfecture de Clamecy, dans la Nièvre, fermée depuis 2014, devrait rouvrir ses portes d'ici à 2023. Promesse d'Emmanuel Macron, cinq autres sous-préfectures vont connaître le même sort. L'objectif, selon l'Élysée : envoyer un « signal fort » du « retour des services publics » dans les « territoires », comme on dit désormais. Mais, à une quinzaine de kilomètres au sud de Clamecy, dans la commune rurale de Varzy, dont la population - 1 103 habitants en 2019 - ne cesse

de décroître, ces belles promesses ne font pas illusion. Le sentiment d'abandon y est prégnant.

« Y a plus rien ici depuis belle lurette », se lamente Daniel Picard, président de l'AS Varzy pétanque. Ce retraité a exercé dans le coin durant vingt-sept ans comme contrôleur des Postes. De longues années durant lesquelles il a constaté le retrait progressif de l'État de sa commune vieillissante. Avec Ludovic et les deux Alain, ils se sont réunis ce soir dans la salle du club pour faire les comptes de l'association. Verdict ? Des effectifs qui se réduisent comme peau de chagrin... Un phénomène que les quatre compères n'hésitent pas à comparer à la lente agonie des

DE RAFISTOLAGE

services publics du village. « *Les promesses de Macron, c'est que du blabla : avec la centralisation, tout part dans les grandes villes. Aujourd'hui, il faut aller à Cosne-Cours-sur-Loire [à une quarantaine de kilomètres de là], demain ce sera à Dijon [à 160 bornes dans l'autre direction]* », peste Daniel. Bien sûr, il ne va pas se plaindre de la réouverture de la sous-préfecture, « *un truc positif* ». On ne dupe pas pour autant le bonhomme : « *À mon époque, on était 12 à travailler à la poste, aujourd'hui il n'y a plus qu'un guichetier... et le bureau n'est même plus ouvert le samedi et le mercredi après-midi. Je vous parle même pas du centre des finances publiques, qui a fermé en 2019. Je ne sais jamais où je dois apporter mes factures.* » Dans un coin de la place du marché, seule demeure la trace des initiales « FP », entrelacées sur un panneau grisé.

À deux pas de l'église Saint-Pierre-aux-Liens, un habitant entre dans le bureau de poste du village, qui a comme par miracle subsisté... Jusqu'à quand ? Les locaux n'appartiennent déjà plus au groupe, mais à un bailleur privé. Sur la porte, on « *s'excuse pour la gêne occasionnée* », le bureau ferme un mercredi par-ci, un vendredi par-là. Derrière le guichet, Thomas, intérimaire, reconnaît une diminution des horaires d'ouverture liée à une situation de sous-effectif. « *À Varzy, je peux encore avoir une cinquantaine de personnes par jour, il y a des gens qui ne peuvent pas aller jusqu'à Clamecy en voiture* », à vingt minutes de route, constate, fataliste, le jeune homme.

En 2016, une étude réalisée par l'Ifop démontrait la corrélation entre le niveau électoral du Front national et l'absence de commerces ou de services dans certaines

communes. À Varzy, lors des deux dernières élections, le FN, devenu entre-temps le Rassemblement national, a raflé la mise.

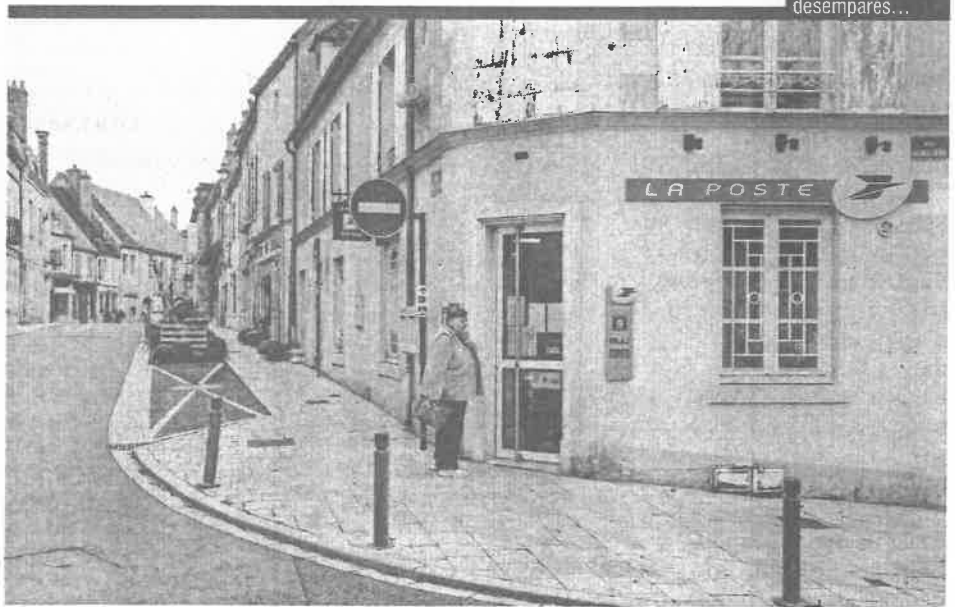
“Le RN fait plus de 40 %”

Dans l'ancien relais de poste du village, reconverti en Café de la poste, Cécilia assume ce vote : « *Ça fait bien longtemps que l'État n'en a plus rien à faire de nous* », déplore-t-elle en ajoutant un second sucre dans son café. Quand on lui parle de la réouverture de la sous-préfecture, la jeune femme, emmitouflée dans sa doudoune, voit rouge : « *Ça ne va rien changer, on est sur la pente descendante depuis longtemps !* » Derrière les tireuses de son comptoir, Frédéric abonde : « *Je dois aller au moins une fois par mois à la poste, le mercredi après-midi quand je travaille pas, mais je peux plus, c'est fermé. Pareil pour les impôts, je dois me rendre à Clamecy.* »

Cette sourde colère, le maire, Gilles Noël (divers gauche), la connaît. En 2018, il l'a vue éclater

au grand jour. Une partie de ses administrés sont venus lui faire savoir qu'eux aussi allaient revêtir un gilet jaune et tenir les ronds-points sur la route d'Auxerre. « *On a ouvert des cahiers de doléances à l'intérieur de la mairie [lire l'encadré p. 32] et on a observé que les préoccupations liées à la régression des services publics arrivaient dans les premières places*, analyse le maire. *Les gens assimilent ça à un abandon de l'État. Le RN fait plus de 40 % ici, il y a un lien de causalité évident !* » Celui qui préside également l'Association des maires ruraux de la Nièvre détaille : « *L'État nous a privés d'un certain nombre de services, et cherche à organiser des réponses ponctuelles.* » À Varzy, cette réponse se matérialise par l'action de la « maison France services ». Un outil qui, selon Gilles Noël, « *fonctionne* » mais apprend à... « *se passer de services publics, plutôt que de les laisser présents sur le territoire* ». Il poursuit : « *C'est un cautère sur une jambe de bois.* » ➤

“DÉSOLÉ POUR LA GÊNE OCCASIONNÉE”
Le relais de la poste de Varzy subsiste mais, en sous-effectif, voit ses horaires d'ouverture diminués. Ce qui laisse les habitants particulièrement désespérés...





➤ *On voit des lumières qui s'éteignent et on doit cofinancer les décisions prises depuis Bercy, sans concertation préalable et sans compensation. Tout ça dans une logique de rationalisation des choix budgétaires.*

Structures de délestage

Fruit du grand débat national post-« gilets jaunes », le dispositif maison France services doit être accessible à chaque Français « en moins de trente minutes ». Sur place, un agent reçoit les personnes rencontrant des difficultés dans leurs démarches administratives, et celui-ci est censé faire le lien entre les opérateurs de services publics. Et avoir réponse à presque tout : retraite, chômage, allocations familiales, impôts, aides au logement, Sécu, papiers d'identité... Installée à l'intérieur du centre socioculturel du village, celle de Varzy fut l'une des premières labellisées dans la Nièvre en 2020, en remplacement de l'ancienne maison de services au public (MSAP).

Au premier étage du centre, Sylvie ne porte pas la casquette noir et or du corps préfectoral. Elle le pourrait : c'est elle qui fait en sorte que les quelques lambeaux d'accès aux services de l'État ne deviennent pas poussière. Tous les jours défile dans son bureau une population chargée d'interrogations, de paperasses et d'angoisses. Pour eux, Sylvie est comme un phare dans la nuit. Assise face à elle, ce matin, Anne, 67 ans, n'a pas osé aller plus loin dans les démarches numériques qu'on lui

UN PHARE DANS LA NUIT

Sylvie, à d., travaille à la maison France services de Varzy, installée au centre socioculturel. Ce jour-là, elle montre à Anne, 67 ans, comment calculer sa retraite en ligne. « J'aime ce métier, je me sens utile », confie l'agente, qui révèle aussi être « souvent confrontée à des gens totalement démunis ».

demande d'entreprendre pour calculer sa retraite. Sylvie prend le temps, explique et montre du doigt toutes les manipulations sur l'écran. Elle coche, enregistre et passe à l'étape suivante mais, surtout, elle rassure.

« J'aime ce métier, je me sens utile, car je peux changer la vie des gens », confie l'ancienne directrice de production de théâtre de 52 ans, qui rencontre toutefois des difficultés : « On est souvent confrontés à des gens totalement démunis, qui nous livrent leur vie, et on fait tout. Ça m'arrive de devoir créer des adresses courriel car les personnes ne savent pas si elles en ont une. Mais, en plus de cela, on a des services annexes qui nous tombent dessus. »

Sylvie passe souvent des journées entières à recevoir de nouvelles formations en visioconférence organisées par les

opérateurs de services publics. En 2019, la Cour des comptes pointait déjà du doigt les risques pour les MSAP de devenir « des structures de délestage de l'État et des opérateurs, qui y verraient l'occasion de réduire leurs coûts de réseaux en les transférant aux collectivités ».

Une problématique que connaît bien Sébastien Bachollet, président du centre socioculturel, dont la maison France services dépend : « L'État est très doué pour décider des choses et les faire payer par d'autres. On passe notre temps à faire des demandes de subventions, car on nous demande de faire toujours plus avec le même budget. Y en a marre ! » Le centre reçoit une subvention unique de 30 000 €. Une enveloppe jamais revue à la hausse, quand bien même les opérations réalisées par la maison France services n'ont fait que croître. La dernière en date ? Un partenariat expérimental signé avec la Banque de France et huit départements pilotes, dont la Nièvre. Sylvie va encore voir sa charge de travail augmenter. Elle devra notamment apprendre à gérer les procédures de surendettement. À Varzy, il faudra plus que la réouverture d'une sous-préfecture ou l'action d'une Sylvie, si dévouée soit-elle, pour réancrer un État qui a depuis trop longtemps quitté les rivages d'innombrables villages français. ■ E.H.

DES DOLÉANCES MISES À L'INDEX ?

Analyse des contributions libres : cahiers citoyens, courriers et courriels, comptes rendus des réunions d'initiative locale. » Un titre à rallonge et 185 pages résumées dans un langage administratif, publiés le 14 juin 2019 dans l'indifférence quasi générale. C'est tout ce qu'il reste des 400 000 pages des contributions de 700 000 citoyens. À travers ces 16 337 cahiers de doléances, Emmanuel

Macron entendait à l'époque « transformer les colères en solutions », autrement dit : trouver une porte de sortie à la crise des « gilets jaunes ». Des requêtes dont on peine à percevoir ce qui a pu être réellement pris en compte, tant on les a enterrées en catimini. Des enquêtes de France 2 et du site lesjours.fr ont démontré qu'elles avaient bien été numérisées, mais jamais publiées. Le contenu papier dort depuis dans les archives des 101 départements français.

Le diplomate Didier Le Bret, fondateur du collectif « Rendez les doléances ! », expliquait à *Ouest-France* en janvier que les excuses techniques et financières avancées par le gouvernement pour ne pas publier ces données ne tenaient pas. Selon lui, « l'exécutif n'a pas eu envie de rouvrir le sujet. Comme il avait fait marche arrière sur la CSG des retraités, sur la taxe carburant... Il s'est dit qu'il avait fait l'essentiel du travail ». ■